

Allocution de Monsieur André Antoine

Président du Parlement wallon

**A l'occasion de la cérémonie officielle des fêtes de Wallonie
Namur, le 20 septembre 2014**

Chers collègues Présidents d'assemblée,
Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres-Présidents,
Monsieur le Président du Conseil régional de Picardie,
Chers amis de Wallonie ou d'ailleurs, toutes et tous en vos titres, qualités et responsabilités,

Bienvenue à tous,
Herzlich willkommen an Alle,
Hartelijk welkom,

C'est avec un immense honneur que je vous accueille ce soir, à l'occasion des fêtes de Wallonie, dans cet endroit exceptionnel qu'est le théâtre royal de Namur. Il s'agit pour moi d'une première, en ma très récente qualité de Président du Parlement wallon.

Permettez-moi de souhaiter plus particulièrement la bienvenue à Monsieur le Président du Conseil régional de Picardie. J'ai à cœur de lui affirmer, si besoin, que la culture, l'histoire mais aussi les valeurs que partagent la France et la Wallonie constituent un ferment d'amitié et de compréhension entre les citoyens français et les citoyens wallons.

Vous n'ignorez pas, du reste, Cher Monsieur Gewerc, que la Picardie déborde des frontières de l'Hexagone et donne même son nom à l'ouest de la Province du Hainaut, usuellement qualifiée de Wallonie picarde. Bref, j'ai envie de vous dire que vous êtes ici en famille.

Ce samedi est jour de fête pour nos concitoyens, jour de plaisir, jour de fierté d'être Wallons, comme le dit la chanson. Il règne, dans les rues de Namur, une atmosphère de liesse que nous avons tous envie de partager.

Et pourtant, comme moi, vous savez que le bonheur n'est jamais une évidence, même lorsqu'il est porté par des circonstances aussi festives qu'aujourd'hui. Pourrions-nous être en paix avec nous-mêmes si nous nous contentions de faire la fête avec des œillères : sans penser aux détresses que nous avons peut-être regardées en face ces dernières semaines.

- La faim tue chaque jour dans le sud du Soudan.
- La barbarie est monnaie courante dans plusieurs pays du Moyen-Orient.
- La guerre se vit au quotidien aux portes de l'Europe.
- Des maladies dévastent des populations entières en Afrique.

Mais aussi près de nous, des personnes souffrent de précarité, avec pour seuls moyens d'existence les ressources de la solidarité. D'autres vivent avec inquiétude et tristesse la maladie qui les coupe plus ou moins longuement de leur environnement professionnel, voire de leurs amis et de leurs loisirs.

Permettez-moi ici d'avoir une pensée plus particulière pour notre collègue et Vice-présidente, Véronique Cornet, qui se bat avec un admirable courage en ce moment pour pouvoir rejoindre le plus vite possible les travées du Parlement wallon. Je tiens à ce qu'elle sache que tous nos vœux de rétablissement l'accompagnent.

Au risque de vous paraître trop solennel, j'ai aussi à cœur d'insister sur le devoir de mémoire que sous-tendent ces fêtes de Wallonie à l'égard de ceux qui ont souffert, voire qui ont payé de leur vie la conquête ou la défense de notre liberté, qu'il s'agisse des révolutionnaires wallons de septembre 1830, auxquels se réfèrent ces fêtes de Wallonie, ou – plus proches de nous - des civils et des combattants des deux guerres mondiales.

Par deux fois, au cours du XXème siècle, des pays européens se sont déchirés. Ces deux guerres et la paix qui s'en est suivie ont forgé le projet politique le plus audacieux de toute l'histoire de notre continent, à savoir la construction européenne.

Espace de paix, espace de solidarité, espace de cohésion, le chemin parcouru par l'Union européenne est impressionnant. Les six pays du traité de Rome se sont progressivement élargis à 28 états membres. De Lisbonne à Vilnius et d'Athènes à Helsinki, ce sont désormais les mêmes directives qui se coulent dans les droits nationaux. Au point que pour nous Wallons, notre cadre normatif relève désormais de la transposition du droit européen à hauteur de 80 pourcents.

Ce passage d'une Europe géographique vers une Europe politique est indéniablement la plus grande victoire du XXème siècle ! Malheureusement, au nom de sa quête de stricte uniformité socioéconomique, l'Europe s'est aussi détournée des réalités des états membres. Et là, je me veux sans nuance ! L'Europe de l'intégration s'est mise à dévier vers une Europe de l'illusion : illusion de pouvoir égaliser en un tour de main les situations budgétaires des 28 états membres. Cette Europe qui, dans sa lutte légitime contre les déficits publics, confond malheureusement les dettes de fonctionnement et d'investissement, avec des implications potentiellement graves pour les services collectifs, la qualité de vie des citoyens et, plus largement, pour la croissance de l'économie européenne.

Je n'ai pas coutume de citer Karl Marx, qui ne fait habituellement pas partie de mes références. Mais en l'occurrence, je n'hésite pas à considérer comme lui que « *ceux qui ne connaissent pas l'histoire sont condamnés à la revivre* ». Pensons ici à cet autre intellectuel allemand – le chancelier Heinrich Brüning qui, par son obsession de résorber les déficits publics au début des années 30, a plongé l'Allemagne dans la déflation, dans la crise et dans les funestes événements que nous connaissons. Ne reproduisons pas son erreur !

Je joins ma voix aux vôtres, Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre-Président flamand, pour réaffirmer que la Commission européenne doit d'urgence intégrer la différence entre les déficits de fonctionnement et le financement d'investissements. Cette méprise est épinglée par un homme désormais au-dessus de la mêlée – Philippe Maystadt – qui réclame lui aussi une autre attitude de la Commission afin que l'Europe ne devienne pas, je le cite, un « continent perdu ».

Je ne vous cache pas, chers amis, que je place beaucoup d'espoirs dans la récente nomination de deux personnalités de premier plan au sein de la Commission européenne. Jean-Claude Juncker, tout d'abord, en tant que Président de la Commission. J'espère qu'il aboutira dans sa volonté de mettre en oeuvre une politique audacieuse d'investissement capable de relancer l'économie européenne.

Marianne Thyssen, ensuite. D'aucuns ont osé affirmer qu'elle était à la tête de compétences mineures. Il n'en est rien ! Cette femme d'expérience et de conviction se trouve aujourd'hui à la tête d'un département d'une importance capitale pour donner à l'Europe une ligne de conduite sociale et susciter enfin une vraie politique européenne de l'emploi.

Face à cette Europe incontournable, et sur laquelle nous fondons des attentes légitimes, un fédéralisme du repli ferait figure d'anachronisme. L'autonomie et la responsabilité des entités fédérées constituent désormais le fondement institutionnel de notre pays. Mais il n'y a pas lieu de voir dans la sixième réforme de l'Etat une sixième étape qui en attendrait une septième, une huitième ou une neuvième. Les Régions et les Communautés ont aujourd'hui toutes les cartes en main pour maîtriser efficacement leur destin.

Il n'empêche que c'est lorsque des partenaires approfondissent leur autonomie, prennent des orientations différentes que la notion de loyauté fédérale trouve tout son sens.

Et c'est lorsque les partenaires acceptent de faire preuve de loyauté face à des divergences ou, à l'inverse, de cohésion face à des enjeux communs que le fédéralisme trouve toutes ses lettres de noblesse.

Raison pour laquelle nous devons amplifier la coopération entre les entités fédérées mais aussi entre les entités fédérées, d'une part, et l'Etat fédéral d'autre part.

Notre Parlement, à travers sa nouvelle commission de coopération, prendra différentes initiatives en vue de renforcer le dialogue permanent avec les autres entités de notre pays.

Cette logique de coopération doit aussi se décliner dans une réforme du comité de concertation. Cet espace d'arbitrage par excellence, doit trouver une nouvelle dynamique de fonctionnement et, notamment, faire l'objet d'une présidence tournante entre entités fédérale et fédérées, pour que chacun soit traité à l'égal de l'autre.

Comme les autres régions de notre pays, la Wallonie a donc besoin à la fois d'une Belgique loyale et complice et d'une Europe volontaire. Mais il est évident que le destin de la Wallonie repose avant tout sur elle-même.

La croissance encore trop faible que connaît notre Région, au même titre que le reste de l'Europe, nous impose plus que jamais d'être déterminés et audacieux.

Déterminés parce qu'un devoir de performance et de rigueur incombe aux décideurs politiques. Il nous appartient, chers collègues, de favoriser l'initiative, de privilégier l'innovation, ou encore d'assurer un enseignement d'excellence et une offre de formation professionnelle conforme aux attentes des entreprises.

Audacieux parce qu'il n'y a pas de progrès sans créativité. Le risque doit primer sur la rente !

Cet engagement doit être celui de tous les citoyens. Il appartient en effet à chaque Wallonne et à chaque Wallon de développer ses compétences, d'user des soutiens publics à bon escient pour créer son activité ou, tout simplement, se rendre attractif sur le marché du travail. Bref, il nous incombe à tous de nous retrousser les manches.

Les partenaires sociaux ont, eux aussi, un rôle déterminant à jouer. La formation professionnelle, l'initiative privée, la gestion du marché du travail, ou encore l'accueil des investisseurs ont tout à gagner d'une véritable mobilisation des forces économiques, sociales et académiques. C'est pourquoi, j'en appelle à la conclusion d'un authentique pacte de croissance pour la Wallonie. Je me réjouis à cet égard de la volonté récemment exprimée par le Conseil économique et social de Wallonie de mettre la concertation au service de notre croissance. J'espère notamment que cet engagement des partenaires sociaux permettra à la formation en alternance de prendre son élan grâce à une offre ambitieuse de stages en entreprises. Nul doute, Monsieur le Ministre-Président wallon, qu'avec votre équipe, vous saisissez cette main tendue pour assurer un nouvel essor à notre Région.

En conclusion,

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,
Liebe freunde,
Beste vrienden,

Qu'il s'agisse de loyauté fédérale, de relance européenne ou de stratégie économique, j'ai le sentiment que nous, les décideurs politiques, nous avons une obligation fondamentale : celle de prendre la jeunesse comme fil conducteur de notre action.

Aucun projet politique n'a de sens s'il n'aide pas les jeunes Wallons, les jeunes Bruxellois, les jeunes Flamands et les jeunes Européens à se donner un avenir. Parce que ce sont eux qui créeront la valeur ajoutée de demain. L'utopie à laquelle j'ai envie de croire est celle d'une jeunesse préparée au futur ! Une jeunesse épanouie grâce à un enseignement de qualité, une jeunesse qui a le monde dans la tête grâce aux bourses d'immersion linguistiques, une jeunesse que l'on dote de la main intelligente grâce à la formation professionnelle, une jeunesse qui exprime sa créativité grâce à la confiance des entreprises. Aucun défi n'a plus d'importance que celui-là si nous ne voulons pas que la jeunesse soit, comme le disait le regretté Daniel Balavoine, une douleur en manque de compréhension.

L'avenir de la jeune génération doit être notre priorité absolue.

A cette condition, la jeunesse sera au rendez-vous aujourd'hui pour faire la fête et demain pour construire notre avenir.

Vive la Wallonie !

Bon fiesse a tortos !